



Manifestation nationale du 29 septembre 2016

Le gouvernement Michel enterre les droits socioéconomiques des femmes. Le mouvement Vie Féminine, éploré, s'invite aux funérailles.

Lors de son installation, le gouvernement fédéral s'était engagé à *“tenir mieux compte de la dimension de genre sur le marché du travail” ainsi que de la “situation différente des femmes et des hommes dans le cadre des réformes socio-économiques” et à porter une attention particulière à la “conciliation entre travail et vie familiale”¹.*

Et pourtant, 2 ans après, les mesures prises par le gouvernement Michel ont un amer « goût de terre » pour les femmes. L'engagement annoncé en début de législature est devenu au fil des mois un acharnement contre les femmes pour lesquelles la seule issue semble être la précarité, sous la forme d'un détricotage mortifère de leurs droits sociaux et économiques.

A mi-législature, la funeste liste des mesures qui font violence aux femmes est impressionnante :

- Suppression de la dispense d'activation pour les chômeuses avec enfant·s en bas âge ;
- Calcul moins avantageux de l'allocation de garantie de revenus (AGR) des travailleuses à temps partiel ;
- Suppression de l'allocation pour crédit-temps sans motif et de son assimilation pour la pension ;
- Coupes dans le secteur de la santé et réduction du séjour en maternité ;
- Durcissement des conditions d'accès à la pension anticipée ;
- Une réforme des pensions très défavorable aux femmes, par ex : le relèvement de l'âge légal de la pension à 67 ans ;
- Augmentation de l'âge d'accès à la pension de survie de 50 ans à 55 ans ;
- Fin du droit aux allocations d'insertion des jeunes qui ont terminé leurs études après 24 ans et des jeunes sorti·e·s des études sans diplôme ;
- Augmentation de la TVA de 6% à 21% sur la consommation d'électricité ;

¹ Accord du gouvernement fédéral du 10 octobre 2014

- Activation des personnes en incapacité de travail ;
- Elargissement du PIIS et contrôle accru des allocataires du CPAS ;
- Flexibilisation accrue du temps de travail et horaires plus variables ;
- Réduction de moitié, après deux ans, de l'allocation de garantie de revenus (AGR) des travailleuses à temps partiel ;
- ...
- Sans oublier que ce gouvernement n'a pris aucune initiative pour donner un statut de salariée aux accueillantes d'enfants conventionnées à domicile.

Ces mesures sont d'autant plus défavorables aux femmes qu'elles viennent se greffer sur des inégalités structurelles que connaissent ces dernières en matière de revenus et de sécurité sociale.

Dès la mise en place du gouvernement, Vie Féminine l'a alerté en soulignant cette situation historiquement défavorable sur laquelle toute nouvelle mesure linéaire précарiserait encore plus les femmes. Tout au long de ces deux ans, nous avons essayé de dialoguer avec les ministres compétents en matière d'emploi et de sécurité sociale. Nous avons été à chaque fois gentiment renvoyées vers la secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances qui, quant à elle, n'a aucun pouvoir sur les autres membres du gouvernement et dont le travail de mise en place du gendermainstreaming relève du pur gadget.

Pour protester contre les politiques d'austérité du gouvernement fédéral, Vie Féminine a rejoint et participé activement à toutes les manifestations et actions de grève à l'appel des syndicats. Nous étions à chaque fois dans la rue pour crier notre colère et dénoncer un gouvernement qui maltraite les femmes, les appauvrit et les nie. Nous n'avons cessé de rappeler que la précarité n'était pas notre projet de société.

Malgré ces mobilisations et nos appels au dialogue, le gouvernement fédéral a continué inlassablement à détricoter les droits socioéconomiques des femmes. Aujourd'hui, nous sommes fatiguées par tant de mépris. Et si nous prenons part à cette nouvelle manifestation, c'est en s'invitant, éplorées, à l'enterrement des droits socioéconomiques des femmes, si bien organisé par le gouvernement Michel !

Contact

Hafida BACHIR, présidente

0487/27 67 37

02 227 13 01

presidente@viefeminine.be